

**Convention collective**

IDCC : 9621. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,  
D'ÉLEVAGE ET CUMA  
(PAS-DE-CALAIS)  
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,  
*Journal officiel* du 7 octobre 1977)

**AVENANT N° 58 DU 4 FÉVRIER 2008**

NOR : *AGRS0897052M*  
IDCC : 9621

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Pas-de-Calais ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

D'une part, et

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT du Pas-de-Calais ;

L'union départementale des syndicats FO du Pas-de-Calais ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 24 (I. – Garantie. – Incapacité de travail, 1<sup>er</sup> paragraphe) de la convention collective du 20 janvier 1976, telles qu'elles résultent de l'avenant n° 52 à ladite convention, sont modifiées comme suit :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident de la vie privée, tous les salariés non cadres justifiant, dans les 24 mois précédant l'arrêt de travail, de 180 jours d'ancienneté continue ou non dans l'entreprise bénéficient du versement d'indemnités journalières complémentaires.

En cas d'arrêt de travail pour accident de travail, accident de trajet ou maladie professionnelle, tous les salariés non cadres, sans condition d'ancienneté, bénéficient du versement d'indemnités journalières complémentaires. »

## Article 2

Les dispositions de l'article 24 (IV. – Dispositions communes, A. – Cotisations) de la convention collective du 20 janvier 1976, telles qu'elles résultent de l'avenant n° 52 à ladite convention, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les garanties sont financées par une cotisation fixée à 1,79 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés relevant de la convention collective précitée, à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre, ainsi répartie :

*(En pourcentage.)*

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité de travail	1,00	0,45	0,55
Invalidité	0,42	0,26	0,16
Décès	0,37	0,185	0,185
Total	1,79	0,895	0,895

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont à la charge exclusive de l'employeur.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,18 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Jusqu'au 31 décembre 2009, un taux d'appel de 80 % sera appliqué sur les cotisations incapacité de travail et invalidité.

Ainsi, durant cette période, les garanties seront financées par une cotisation fixée à 1,50 % des rémunérations brutes ainsi répartie :

*(En pourcentage.)*

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité de travail	0,80	0,36	0,44
Invalidité	0,33	0,205	0,125
Décès	0,37	0,185	0,185
Total	1,50	0,75	0,75

Au titre de l'assurance des charges sociales patronales, l'appel de la cotisation sera de 0,14 %.

A l'issue de cette période, le retour aux taux de 1,79 % et de 0,18 % sera automatique et effectif pendant au moins 1 année, sauf à constater l'excédent ou le bon équilibre du régime incapacité de travail invalidité.

### **Article 3**

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre qui suit la date de son extension.

### **Article 4**

Les parties signataires du présent avenant en demandent l'extension.

Fait à Arras, le 4 février 2008.

(Suivent les signatures.)